

LES USAGERS DOIVENT SE FAIRE ENTENDRE.

Les Cheminot-e-s, Salariés du secteur Ferroviaire, Retraités manifesteront à Paris, le 22 mai 2014

Pour une autre réforme du système ferroviaire

Pour que les usagers de chaque région, soient égaux en matière d'accès au transport public ferroviaire

Pour un service public répondant aux besoins des usagers en matière de sécurité, d'horaires et de tarification.

Pour une ré-humanisation des gares et des trains

Pour un renforcement du transport de marchandise par voie ferrée.

Ensemble cheminot-es et usagers, nous devons porter le choix d'une entreprise « Une et Indivisible » capable de répondre aux exigences de sécurité, de service public et d'aménagement du territoire.

Le système ferroviaire public français dans la nasse de la dette et des péages.

En 1997, la SNCF a été brisée et RFF créé au prétexte de la situation financière de la SNCF. La reprise d'une grande partie de la dette par RFF Réseau Ferré de France, devait selon les porteurs de cette réforme, permettre de développer les services ferroviaires.

17 ans après leur réforme la dette s'est aggravée !

- Dette SNCF en 1996 avant la réforme 31,71 milliards d'Euros
- Dette SNCF + RFF en 2013 : 37,89 Milliards d'Euros.

Entre 1997 et 2013 la SNCF a versé à RFF 39,88 Milliards d'euros soit 1,5 fois la dette d'infrastructure reprise par RFF en 1997. Ces 39,88 Milliards n'ont pas servi à moderniser le réseau qui au contraire à vu son état se dégrader, en témoigne les 3500 km de ralentissements par défaut d'entretien fin 2013. (1/3 du réseau ralentit)

Avec la réforme que veulent mettre en place gouvernement et direction en 2015 c'est cette logique financière en échec qui perdurerait. Avec un système éclaté en trois entreprises prévu par la loi ferroviaire, l'entité dédiée à l'infrastructure continuera de faire payer le prix fort à celle dédiée à l'exploitation des transports.

Cette réforme ne revient pas sur le cœur du problème : la dette qui reste un frein à tout développement et modernisation de notre secteur ferroviaire voyageurs et Fret en faveur des usagers et des cheminots.

Nous voulons une autre réforme du système ferroviaire que celle que veulent imposer Guillaume Pépy et le gouvernement par le projet de loi Cuvillier.

- Pour cela il faut abroger la loi de 1997
- Reconstruire un système ferroviaire intégré sous la forme d'une entreprise unique : LA SNCF.
- Assurer la production de LA SNCF par des agents à statut gérée sous le contrôle des usagers, des salariés et des pouvoirs publics.

Le gouvernement présentera sa loi à l'Assemblée nationale entre le 16 et 18 juin N'attendons pas que le couperet tombe !

Ne les laissons pas faire et débattons d'une autre réforme dans le cadre d'un projet global en faveur du service public et non au détriment des usagers et des cheminots.

La réforme ferroviaire proposée par SUD-Rail est possible tout en respectant à minima les directives européennes en vigueur. Il suffit de limiter la séparation à un plan comptable strict et auditable entre la gestion de l'infrastructure, celle du Fret et celle des autres activités, et de placer au sein des services de l'Etat les deux seules fonctions essentielles (la répartition des sillons, l'adoption des décisions concernant la tarification de l'infrastructure).

La réforme voulue par le gouvernement divisant la SNCF en 3 entreprises ne règle pas la question de la dette publique. Elle s'inscrit dans la même logique que les réformes précédentes et aboutira à la privatisation par morceaux de la SNCF, offrant les parties les plus rentables au capitalisme et abandonnant celles qui le sont moins aux yeux des financiers.

Le Service public n'existera plus, et les usagers en seront les plus impactés dans leurs vies quotidiennes.



Le 22 Mai

ENSEMBLE POUR OBTENIR DES REPONSES DANS L'INTERÊT GENERAL !

Recruter et non supprimer des emplois

Améliorer le service public, la régularité et la sécurité demande le maintien des contrôleurs à bord des trains, des agents en gare et le recrutement de cheminots au statut pour assurer la production quotidienne et l'information des usagers.

Préserver l'environnement et favoriser l'aménagement du territoire.

Développer le train en réponse aux besoins des usagers apporte une double solution sur les enjeux environnementaux et énergétiques ainsi que sur les déplacements domicile-travail, pour lesquels la recherche doit être de les limiter, et de les sécuriser.

Relancer le transport de marchandise par Fret SNCF.

Cela va dans le sens de l'intérêt général et environnemental.

Favoriser l'accès au train

Les tarifs doivent être revus à la baisse et permettre à tous d'emprunter le train plutôt que la voiture. Pour cela il faut sortir de la logique actuelle et l'Etat doit reprendre la dette car ces dépenses rentrent dans le cadre d'un coût pour la collectivité d'un service utile à tous.

Refuser d'organiser la privatisation du transport ferroviaire régional.

Les régions ne doivent pas acheter le matériel ferroviaire sans passer par l'entreprise publique SNCF car elles ouvriraient « la concurrence » c'est-à-dire le remplacement du service public par des entreprises privées. Le drame de Brétigny en juillet dernier, et la multiplication des accidents mortels en Grande-Bretagne nous montrent la voie à ne pas emprunter, ALORS NE LA PRENONS PAS !

La future réforme du système ferroviaire portent sur de nombreux enjeux pour les cheminot-es et les usagers. Ensemble, SUD-Rail vous propose d'interpeller les élus à tous les niveaux, pour qu'ils assument leurs responsabilités. Ils doivent peser de tout leur poids pour que soient prises les bonnes décisions afin de créer un service public ferroviaire unifié, financé par l'état, avec les moyens matériels utiles à son bon fonctionnement.